

r a p p o r t

à n n u e l

1 9 9 8

 SODECI

r a p p o r t  
a n n u e l  
1 9 9 8

ORGANIGRAMME PAGE 2

MESSAGE DU PRESIDENT PAGE 3

RAPPORTS  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION PAGE 4

BILAN DES ACTIVITES PAGE 6

RESULTATS FINANCIERS PAGE 10

BILAN SOCIAL PAGE 16

PERSPECTIVES 1999 PAGE 18

INFORMATIONS ADMINISTRATIVE  
ET JURIDIQUE PAGE 20

RAPPORTS DES COMMISSAIRES  
AUX COMPTES PAGE 22

RESOLUTIONS PAGE 24

ETATS COMPTABLES PAGE 25  
ACTIVITES 25

COMPTES DE RESULTATS 26

SITUATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF DU BILAN 27

TABLEAU DE FINANCEMENT 28

ETAT DU PERSONNEL 29

RATIOS ET RESULTATS PAR ACTION 30

LIASSES FISCALES PAGE 31

# ORGANIGRAMME

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

### PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

M. ZADI KESSY Marcel

### VICE PRESIDENT

M. PETERSCHMITT Louis

### ADMINISTRATEURS

M. AHOUNE Firmin  
M. BOUYGUES Martin  
M. BOUYGUES Olivier  
M. DIARRA Ousmane  
M. GABRIEL Yves  
M. KONAN Camille  
M. MIREMONT Auguste  
M. PELISSOU Marcel  
M. SENNEPIN Jacques  
M. SANGARET Auguste

### COMMISSAIRES AUX COMPTES

ERNST AND YOUNG  
Titulaire  
01 BP 2715  
Abidjan 01  
N'DABIAN KROAH BILE  
Co-Titulaire  
01 BP 202  
Abidjan 01

## COMITE DE DIRECTION

### PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

ZADI Kessy Marcel

### DIRECTEUR GENERAL

COUSTETS Pierre

### DIRECTEURS GENERAUX ADJOINTS

EBAH Basile  
ESSEY Kouadio  
GOUETI BI Trazié

### CONSEILLERS

ZABRE Lignon  
*Conseiller juridique Contentieux*  
ZADI Eugène  
*Conseiller en Communication*

### DIRECTEURS

APIA Joseph  
*Moyens Généraux*  
DA CRUZ Dominique  
*Technique*  
DAUPHIN Georges  
*Finances et Comptabilité*  
KONE Mouroulaye  
*Ressources Humaines*  
LAMBERT Sébastien  
*Budget*  
NDRI Koffi Victor  
*Chargé de l'UADE*  
SEM Sylvestre  
*Organisation Informatique*  
TAPE Zékré  
*Assainissement*  
TRAORE Nobila  
*Etudes Générales*  
YOBOUE Descord  
*Exploitation*

### DIRECTEURS ADJOINTS

ANGOFI Jacob  
*Exploitation*  
EKANZA Koffi  
*Organisation Informatique*  
FOFANA Brihima  
*Ressources Humaines*  
GADJRO Séraphin  
*Budget*  
KANGA Pascal  
*Finances et Comptabilité*  
KOUASSI Brou  
*Contrôle et Procédures*  
SILUE Zahalo  
*Technique*

## M E S S A G E   D U   P R E S I D E N T

Madame, Monsieur, cher actionnaire,

L'année 1998 marque une période charnière dans la gestion de notre entreprise avec la nouvelle équipe de Direction que j'ai mise en place suite aux événements de début d'année.

Avec cette équipe j'ai poursuivi les chantiers que sont la finalisation du contrat de l'assainissement qui en est à son dernier stade ; la Certification assurance qualité ISO 9002 très avancée ; l'amélioration des procédures de gestion pour être plus efficace ; la fiabilisation du système d'information pour prendre en compte les évolutions et les nouvelles données dans ce domaine ; et surtout la mobilisation du personnel afin d'affronter tous les défis.

Outre l'impact de la sécheresse prolongée qui a occasionné des interruptions importantes de fourniture d'eau, la gestion de l'entreprise a été marquée par :

- Le paiement par l'Administration centrale de leurs arriérés de consommation, ce qui est le résultat du dialogue permanent avec les institutions de l'Etat.
- Le partenariat renforcé avec SAUR International dont j'ai été nommé Directeur général adjoint. Cette nomination est le reflet des bons rapports avec notre principal actionnaire et je voudrais saluer cette ouverture d'esprit et la confiance dans la gestion de l'entreprise.
- La Campagne d'amélioration des méthodes et performances à échelle réduite baptisée CAMPER. C'est une œuvre de longue haleine qui permet dans un premier temps de redynamiser les équipes et les préparer à la Certification assurance qualité ISO 9000. A terme, il s'agit de créer une culture d'amélioration méthodique et continue de la qualité.
- Le développement de projet orienté client tel l'assurance qualité, le projet Saphir de gestion clientèle, la réalisation d'ouvrages pour assurer la fourniture en eau potable.
- Le développement d'actions visant à créer un environnement sain pour l'épanouissement des travailleurs. Ces actions comprennent la formation à la gestion du budget familial, la campagne de lutte contre le SIDA, la campagne de lutte contre l'alcoolisme.

Ces différentes actions ont contribué aux résultats de l'année 1998 qui s'inscrivent dans notre dynamique de progrès avec une croissance de 10 %, plus de 420 000 abonnés et plus de 110 millions de m<sup>3</sup> facturés.

A l'orée de l'an 2000, la SODECI est déterminée à progresser et nous nous donnons les moyens en interne à travers les projets que j'ai cités plus haut. Mais plus que jamais, la satisfaction de notre clientèle est une priorité dont l'atteinte passe par l'engagement et la qualité des hommes. C'est pourquoi, la mobilisation permanente de leur intelligence demeure notre préoccupation constante.

Cher actionnaire, avec votre confiance et votre soutien, notre entreprise sera toujours à l'avant-garde du service public par ses performances durables.

Je vous remercie de votre confiance.

**Marcel Zadi Kessy**

# RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée générale ordinaire conformément aux statuts, afin de vous faire entendre la lecture du rapport de gestion de votre Conseil d'administration, ainsi que celle des rapports de vos Commissaires aux comptes 1998 et sur les opérations intervenues au cours de ladite période.

Nous vous demanderons, après avoir entendu ces rapports, de statuer sur les comptes, et de vous prononcer sur les résolutions qui vous sont soumises.

Nous vous rappelons que tous les actionnaires ont eu la faculté de consulter, au siège de la Société, les rapports présentés sur les imprimés conformes au plan comptable SYSCOA et qui sont adressés à :

- La Direction des impôts ;
- La Comptabilité nationale ;
- La Banque des données financières ;
- La Direction de l'enregistrement.

Votre Conseil d'administration se tient d'autre part à votre disposition pour vous fournir en séance tous les éclaircissements que vous pourriez souhaiter.

*Votre Conseil d'administration*

## ACTIVITES ET PERSPECTIVES

Le chiffre d'affaires progresse de 10 % soit + 3200 MF en valeur par rapport à l'exercice 1997 dont :

+ 1890 MF en ventes d'eau résultant essentiellement d'un environnement économique favorable avec une croissance soutenue et des travaux d'adduction d'eau ayant permis dans l'année d'équiper 25 nouveaux villages. En terme d'abonnés, 1998 a connu une augmentation de 11,5 % soit 43 667 nouveaux abonnés ; au 31 décembre 1998, SODECLI compte au total 421 417 abonnés.

Ces événements positifs ont également contribué à l'augmentation de 885 MF de l'activité branchements TLE par rapport à 1997 ; en 1998, 35 636 branchements subventionnés et 2 901 non subventionnés ont été réalisés soit un total de 38 537 nouveaux branchements.

Les travaux d'Entreprise sont en hausse de 951 MF dont environ 600 MF pour les travaux de forage sur prêt AFD qui ont commencé au deuxième semestre.

Les travaux sur fonds de développement sont supérieurs de 340 MF à l'exercice 1997.

Avec environ 77 000 compteurs produits (+ 18 %), l'activité de SOCA s'affiche à 1200 MF soit une hausse en valeur de + 237 MF par rapport à l'an dernier.

Les charges d'exploitation augmentent de 11 % (+ 3380 MF) par rapport à l'exercice 1997 avec des variations significatives sur les stocks consommés/ achats directs, les fournitures extérieures et la sous-traitance. La hausse de ces postes est directement liée à l'augmentation importante des activités de branchements et de travaux.

Les charges de personnel permanent ont par contre connu une forte hausse de 13 % avec les différents

rattrapages et aménagements survenus au cours de l'année. Elles représentent un peu moins de 19 % des charges totales d'exploitation.

La valeur ajoutée dégagée est en augmentation de 4 % mais ne représente que 31 % du chiffre d'affaires contre 33 % en 1997, ce qui témoigne d'une légère baisse de rentabilité de nos activités. Elle permet toutefois d'absorber la forte augmentation des frais de personnel sans trop d'incidence sur l'excédent brut d'exploitation dégagé sur l'exercice.

Après intégration des dotations et des éléments financiers, le résultat net dégagé de 1395 MF est en hausse de 18 %.

Nos prévisions pour l'exercice 1999 établies avant nos arrêtés comptables restent prudentes avec un résultat attendu de même niveau que celui de cet exercice.

## RESOLUTIONS

Dans les résolutions qui vous sont soumises, nous vous proposons :

- Après lecture des rapports des Commissaires aux Comptes, d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1998, ainsi que l'affectation et la répartition des résultats ;
- de donner quitus de sa gestion au Conseil ;
- de renouveler le mandat d'un Administrateur ;
- de renouveler le mandat d'un Commissaire aux Comptes ;
- de nommer deux Commissaires aux comptes suppléants.

Vous voudrez bien vous prononcer sur les résolutions qui vous sont soumises.

*Le Conseil d'Administration*

# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Mesdames, Messieurs.

Nous vous avons réunis en Assemblée générale extraordinaire, conformément à la Loi et aux statuts, pour vous proposer la mise en harmonie des articles 3, 4, 7, 8, 9, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 37, 39, 40, 41, 42 et 43 des statuts de votre société en conformité avec les dispositions de l'Acte uniforme établi par l'OHADA.

En conséquence, nous vous proposerons de modifier les articles précités qui concernent :

- La dénomination de la société et le transfert de son siège social : articles 3 et 4.
- La libération et le transfert des actions : articles 7, 8, 9 et 11.
- Le mode d'administration de la société, la composition du Conseil d'administration et la rémunération des Administrateurs : articles 14, 15, 16, 17, 18, 21, 22, 23 et 26.

- Les modalités des réunions du Conseil d'administration et la signature des procès-verbaux : articles 19 et 20.

- La nomination des Commissaires aux comptes : article 27.

- Les délais, mode de convocation, ordre du jour, bureau, pouvoirs et procès-verbaux de l'Assemblée générale : articles 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 37.

- L'établissement des comptes, l'affectation des bénéfices, la constitution des fonds de réserve et la perte des capitaux propres : articles 39, 40, 41, 42 et 43.

- Les articles 47 et 48 sous le titre IX relatifs aux formalités de constitution devant être supprimés.

Nous vous demandons de bien vouloir vous prononcer sur les résolutions qui vous sont proposées.

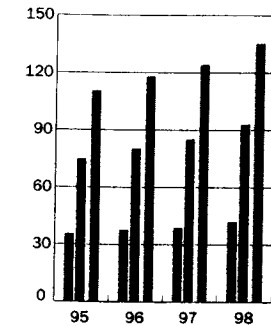
*Le Conseil d'administration*

# BILAN DES ACTIVITES

## PRODUCTION EAU

Le graphique ci-dessous montre l'évolution de la production eau.

**Evolution de la production**  
en millions de m<sup>3</sup>



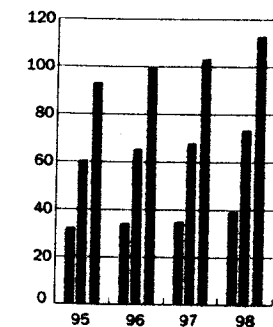
■ Production totale  
■ Abidjan  
■ Intérieur

Celle-ci augmente d'un peu moins de 9 % par rapport à l'exercice précédent répartie de façon égale entre Abidjan et les centres de l'intérieur et représente 135 millions de mètres cubes.

La progression en volumes s'est faite surtout au cours du 1<sup>er</sup> semestre du fait notamment d'une période de sécheresse assez intense.

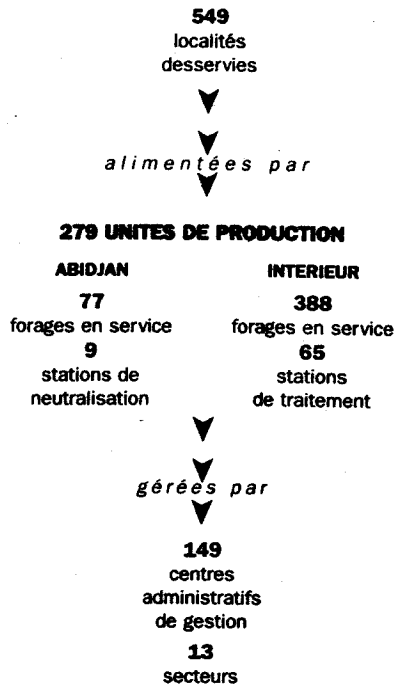
L'amélioration de nos moyens de production grâce en partie aux concours financiers de l'Agence française de développement a démarré au cours de l'exercice.

**Evolution de la facturation**  
en millions de m<sup>3</sup>



■ Intérieur ■ Abidjan ■ Facturation totale

## Localités desservies à ce jour



■ 2 forages équipés ont été livrés sur Abidjan au 31.12.98 sur un programme de neuf forages à réaliser.

■ 4 usines d'Abidjan ont été réhabilitées améliorant de 35 % la capacité de traitement.

■ La capacité de production de la ville de Bouaké est en cours de renforcement.

■ 6 nouvelles AEP ont été réceptionnées sur la période.

■ 7 extensions de réseaux ont été réalisées permettant l'amélioration de la distribution des villes de San Pedro, Man, Lakota, Djébonoua, Abidjan, Laogué, Bouaké.

S  
O  
D  
E  
C

1

9

9

8

6

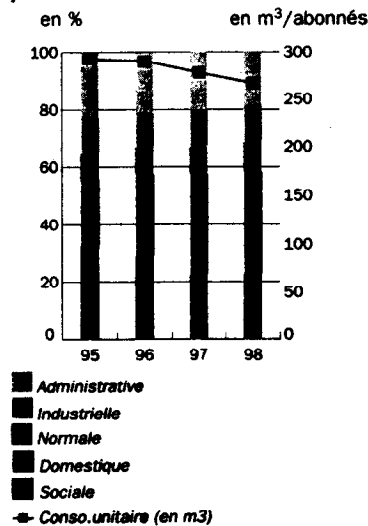
# BILAN DES ACTIVITES

## FACTURATION EAU

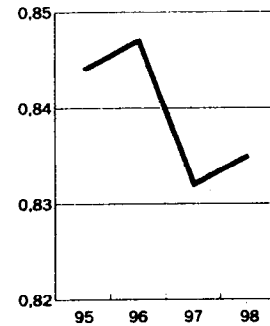
Les volumes facturés par tranche restent stables sauf sur l'Administration qui poursuit ses efforts d'économie sur ses consommations (- 4 % sur les trois dernières années).

La consommation unitaire tirée par une augmentation importante des petits abonnés continue de décroître passant à 268 m<sup>3</sup> / an par abonné contre 279 m<sup>3</sup> en 1997.

### Evolution des consommations par tranche



### Ratio de facturation en %



Le ratio de facturation s'améliore sensiblement passant de 0,832 à 0,835 sur l'exercice.

La Commission chargée de l'amélioration du ratio de facturation d'Abidjan poursuit ses travaux autour des problèmes de comptage, de distribution, de production et de facturation.

Les résultats attendus devraient se ressentir sur le prochain exercice.

R  
A  
A  
N  
P  
N  
P  
U  
O  
E  
R  
L  
T



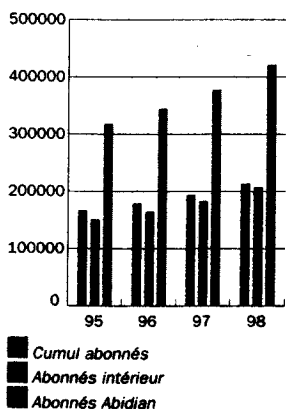
# BILAN DES ACTIVITES

## EVOLUTION DES ABONNES

Nous terminons l'année avec 421 417 abonnés contre 377 750 en 1997 soit une augmentation de 11 % et 43 667 nouveaux abonnés, répartie également entre Abidjan et les Centres.

Cette progression est à mettre au regard d'une très forte activité branchements, d'actions commerciales renouvelées, la mise en place de nouveaux réseaux et de 19 nouvelles localités desservies et réalisées dans le cadre des financements KFW6.

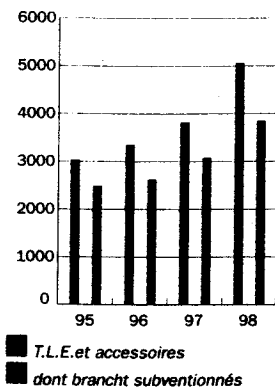
**Evolution des abonnés**  
en milliers d'abonnés



SODECI gère dorénavant 544 localités réparties entre 142 centres administratifs et 10 secteurs.

## TRAVAUX ET SERVICES

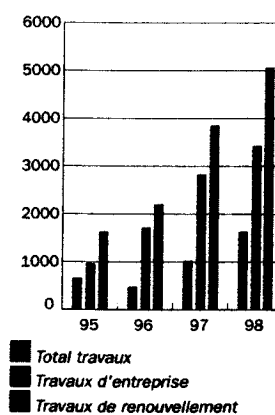
**Travaux liés à l'exploitation**  
en millions de FCFA



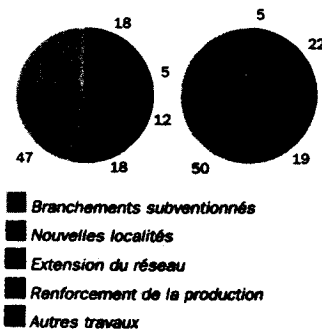
L'activité branchements avec 38 537 branchements réalisés dont 35 636 subventionnés augmente de 20 % tirée par la poursuite de nos opérations commerciales et de sensibilisation.

Les travaux d'entreprise progressent de 21 % et bénéficient pleinement des ressources du fonds de développement et du prêt PPM-AFD tandis que les travaux de renouvellement augmentent de 58 % sur la période.

**Travaux d'entreprise**  
en millions de FCFA



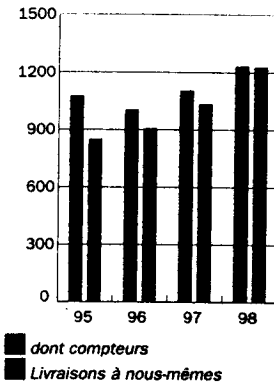
**Répartition des activités du fonds de développement**  
en %



S  
O  
D  
E  
C  
I  
1  
9  
9  
8

# BILAN DES ACTIVITES

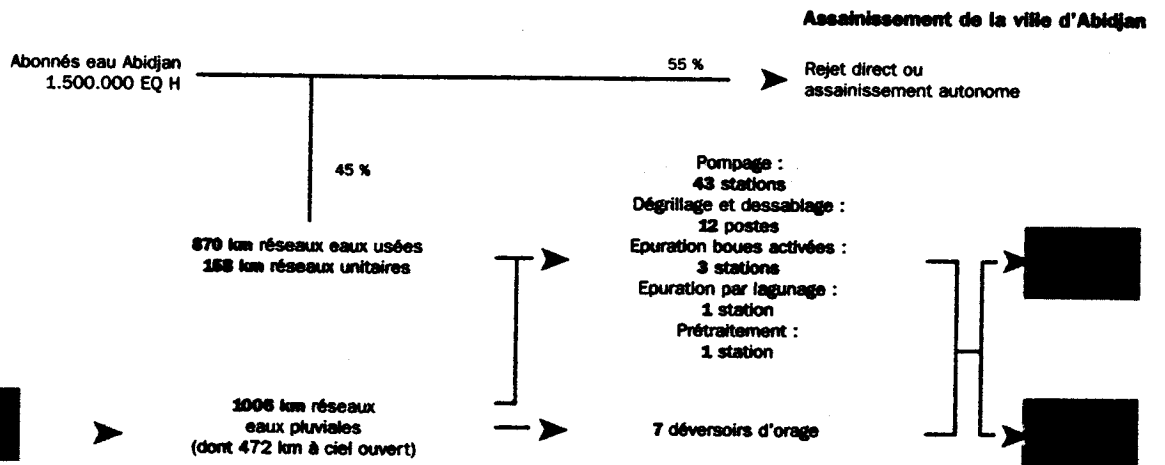
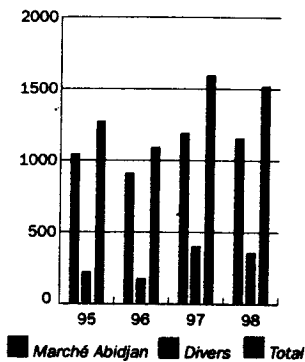
**Livraisons à nous-mêmes**  
en millions de FCFA



Les livraisons à nous-mêmes relèvent essentiellement de la fabrication de compteurs. La progression de cette activité (+ 11 %) est proportionnelle à l'évolution des abonnés.

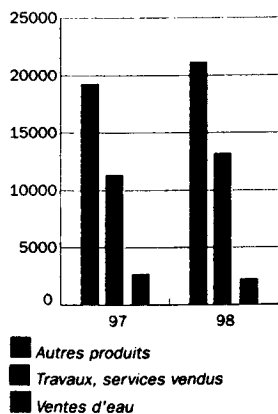
Le nouveau contrat d'affermage assainissement n'était toujours pas signé à la date de clôture et nous avons dû demander la prorogation de l'ancien contrat de prestations. Cette situation explique la diminution sensible de notre chiffre d'affaires (- 5 %) sur l'exercice malgré des travaux d'importance relative tels que la construction de canaux d'évacuation, des extensions de réseaux et la réalisation d'un bassin d'orage financés sur la part du fonds de développement réservée à l'assainissement.

**Prestations assainissement**  
en millions de FCFA

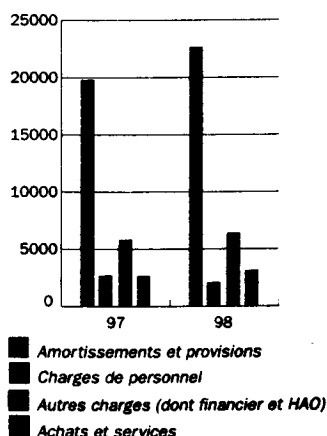


# R E S U L T A T S F I N A N C I E R S

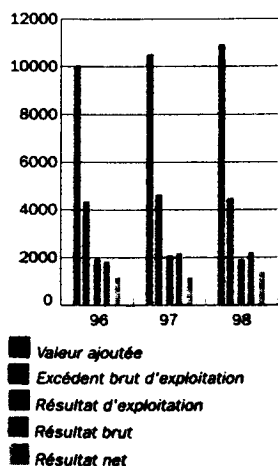
**Produits comparés**  
(hors taxes et hors surtaxes)  
en millions de FCFA



**Charges comparées**  
en millions de FCFA



**Evolution SIG**  
en millions de FCFA



## COMPTES DE RESULTATS

Les graphiques ci-contre présentent en grandes masses l'évolution comparée des charges et des produits sur 12 mois d'activité.

L'effet volume sur les ventes d'eau (+9.31 %) génère un chiffre d'affaires en augmentation de 1890 millions en valeur absolue résultant d'un environnement économique favorable et d'une croissance soutenue des travaux d'extension.

Les autres travaux et services vendus qui regroupent les travaux d'entreprise, les travaux neufs sur fonds de développement, les travaux liés à l'exploitation, l'assainissement et les livraisons à nous mêmes progressent de 16 % et 1854 millions en chiffres d'affaires tirés principalement par l'activité branchements, les travaux de renouvellement et les travaux entrepris sur financement AFD.

Globalement les autres produits diminuent sensiblement.

En regard les charges d'exploitation achats et services augmentent proportionnellement à l'évolution des activités et restent bien maîtrisées dans l'ensemble.

Les autres charges regroupent les charges diverses entrant dans les consommations de l'exercice, les provisions sur actif circulant, et les valeurs comptables des cessions d'immobilisations, et diminuent sensiblement.

Les charges de personnel (+ 13 %) prennent en compte les différents rattrapages intervenus après les accords syndical-patronat, les augmentations légales et le recrutement de 70 nouveaux agents. Elles représentent comme en 1997 un peu moins de 19 % de la structure de charges.

Les dotations aux amortissements et provisions augmentent normalement de 17 % en regard des investissements réalisés et du maintien de la couverture pour risques à son niveau antérieur.

La valeur ajoutée dégagée quoique en légère diminution par rapport à 1997 témoignant d'une moins bonne rentabilité, permet d'absorber la forte augmentation des frais de personnel.

Une reprise exceptionnelle de provisions constituées sur un risque fiscal dénoué en 1998 et un bon niveau de produits financiers permettent de dégager un résultat net de 1395 millions en hausse de 18 % par rapport à l'exercice 1997 ramené à 12 mois.

## COMPTES DE BILAN

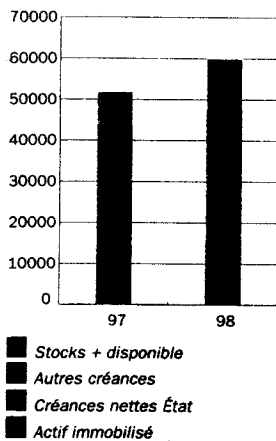
Les graphiques page suivante présentent en grandes masses l'évolution comparée de la structure financière de notre entreprise.

Les immobilisations corporelles progressent logiquement de 6 % au regard des investissements de l'année tandis que les immobilisations financières enregistrent la contrepartie de l'emprunt AFD et les prêts au personnel reclassés suivant les principes SYSCOA.

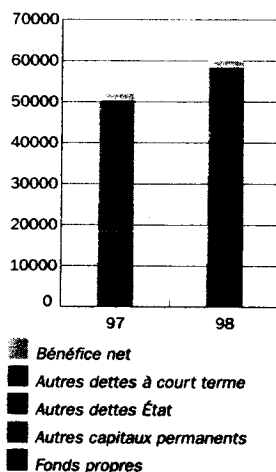
L'évolution des créances Etat témoigne d'un bon niveau de règlement tandis que le poste autres créances enregistre dorénavant les produits à recevoir ce qui explique sa forte progression. Les autres valeurs de roulement terminent à un niveau satisfaisant.

# R E S U L T A T S F I N A N C I E R S

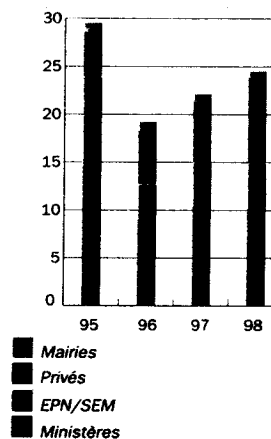
**Actif du bilan**  
en millions de FCFA



**Passif du bilan**  
en millions de FCFA



**Evolution des impayés**  
en millions de FCFA



Les impayés nets augmentent principalement sur les clients privés (+ 2600 millions) tandis que les créances sur l'Etat diminuent sensiblement.

Un effort important de règlement a été fait par les ministères sur lesquels ne figurent plus que des impayés de l'année en cours. Un effort a également été fait par les mairies. Par contre la situation des établissements publics autonomes continue de se dégrader (4900 millions en clôture dont 4000 millions pour le seul CNOU).

Les capitaux permanents de l'entreprise augmentent du fait de la mise en place d'un premier tirage de 600 millions à valoir sur deux prêts accordés par l'AFD à hauteur de 4 200 millions et des avances sur consommation des nouveaux abonnés.

Les autres postes du passif constitués principalement par les surtaxes suivent l'évolution des créances.

Le résultat net ressort à 1395 millions et se maintient au niveau précédent. Il est toutefois en augmentation de 18 % par rapport à l'exercice 1997 ramené à 12 mois d'activité.

## FINANCEMENT DE L'EXERCICE

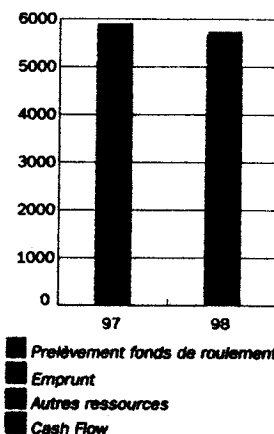
Le niveau de cash flow, 3985 millions est sensiblement égal à celui de l'exercice 1997 ramené à 12 mois. Les autres ressources constituées des avances sur consommation de nos abonnés et des valeurs nettes comptables des cessions d'immobilisations sont en légère augmentation.

En complément de ressources l'exercice enregistre le tirage d'une première tranche sur emprunt AFD d'un montant de 600 millions correspondant à la réalisation de trois (3) forages sur Abidjan.

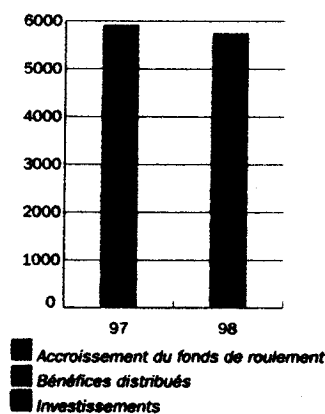
En regard les investissements corporels réalisés sur la période représentent 3735 millions. Les immobilisations financières intègrent la contrepartie de l'emprunt AFD sous forme de créances sur l'Etat et les prêts au personnel.

Les bénéfices distribués augmentent de 38 % expliquant le léger déséquilibre ressources emplois qui se traduit par un prélèvement sur fonds de roulement de 106 millions.

**Ressources**  
en millions de FCFA



**Emplois**  
en millions de FCFA

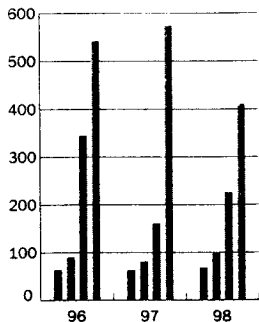


# RÉSULTATS FINANCIERS

## RATIOS DE L'EXERCICE

La durée moyenne de crédit client passe à 226 jours sur l'exercice 1998, ce qui se répercute sur les ratios des clients privés.

### Evolution des ratios clients en jours

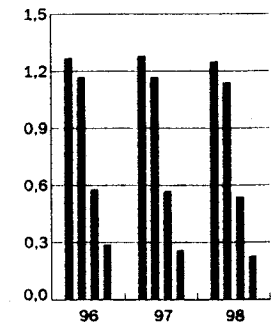


■ Ratios État  
■ Ratios généraux  
■ Ratios privés + résiliés  
■ Ratios petits privés

Cette situation est due à un problème de regroupement de facture rencontré lors de la mise en place de la nouvelle application gestion clientèle au Siège.

Par contre le bon niveau de règlement des ministères ramène le ratio moyen Etat à 411 jours contre 574 précédemment.

### Ratios de structure financière en %

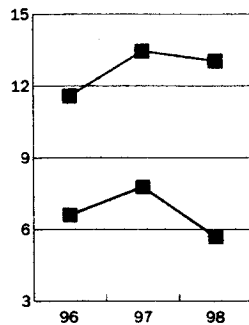


■ Autonomie financière  
■ Fonds propres/K. permanents  
■ Liquidité générale  
■ Couv. emplois/ressources

Globalement les ratios de structure s'affichent en baisse ce qui s'explique par le changement de système comptable qui modifie les regroupements des postes par rapport à l'ancien plan comptable ivoirien et par une augmentation sensible des dettes à long terme telles que les avances sur consommation et le premier versement sur l'emprunt AFD.

Les indicateurs de gestion baissent également sur l'exercice témoignant d'une moins bonne rentabilité sur notre chiffre d'affaires.

### Ratios de gestion en %

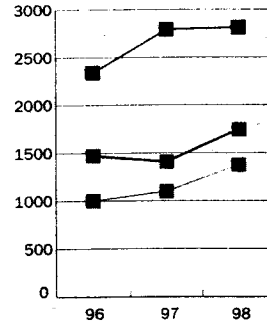


■ Rentabilité des fonds propres  
■ Rentabilité de l'exploitation

Les éléments financiers permettent de maintenir une rentabilité sur fonds propres de 13 % au même niveau que l'exercice précédent.

Le résultat net ramené à une action comparé à 12 mois d'activité en 1997 passe de 1408 FCFA à 1744 FCFA en augmentation de 24 %.

### Résultats par action en FCFA

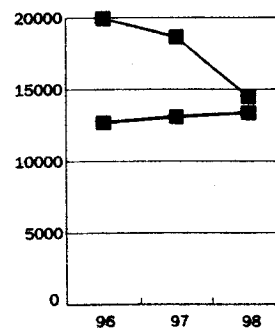


■ Bénéfice brut  
■ Bénéfice net  
■ Distribution

La distribution effectuée en 1997, de 1375 FCFA par action pour un exercice de 15 mois est maintenue au même niveau pour 1998.

Après un démarrage difficile en septembre 1998, la bourse régionale des valeurs mobilières n'affiche toujours pas une activité très soutenue. Les volumes d'échange sont faibles sur un marché très orienté vendeur.

### Evolution du titre en FCFA



■ Cours en Bourse  
■ Valeur/fonds propres

L'avènement de l'Euro a par ailleurs provoqué une évacuation des capitaux par crainte d'un ajustement monétaire et a de fait asséché un marché financier déjà peu liquide.

Notre titre au 31 décembre 1998 clôturait à 14 500 FCFA.

# RESULTS FINANCIERS

## AFFECTATION DU RESULTAT

Des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1998 qui vous sont présentés et certifiés conjointement par le Cabinet Ernst & Young et M. NDabian Kroah Bilé, il ressort :

- un bénéfice net de	1 395 410 571
et compte tenu du Report à nouveau antérieur de	283 694 641
- un bénéfice disponible de	1 679 105 212

que nous vous proposons d'affecter comme suit :

. à la réserve légale pour	140 000 000
. à la distribution d'un dividende global de	1 100 000 000
. à la distribution des tantièmes	86 000 000
. le solde au Report à nouveau, soit	353 105 212

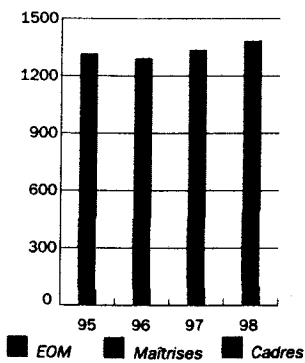
Ainsi chacune des 800 000 actions formant le capital recevrait un dividende brut de 1 375 FCFA. Le dividende pourrait être mis en paiement à partir du 30 juin 1999.

# BILAN SOCIAL

## EFFECTIFS

La situation au 31 décembre 1998 montre une évolution sensible des effectifs (+3,5%) qui s'explique par la croissance de nos abonnés et par le renforcement des postes d'encadrement qui augmentent de 6 cadres et 25 agents de maîtrise.

### Evolution des effectifs

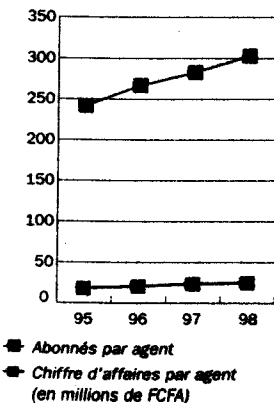


L'exercice a été marqué par le recrutement de 106 agents. Sur la même période 16 agents sont décédés et 42 autres ont été licenciés, sont partis volontairement ou ont pris leur retraite.

La productivité du personnel appréciée par rapport au nombre de clients et au chiffre d'affaires augmente sur la période.

Les charges de personnel restent contenues à 19 % du total de nos charges.

### Evolution de la productivité du personnel



## FORMATION

Les actions sont réparties entre le personnel d'encadrement 44 % et les employés 56 %.

60 % des actions ont été réalisées par rapport aux objectifs avec un taux de présence de 70 %.

Le coût global de la formation représente 438 millions sur l'exercice.

Le plan d'orientation horizon 2001 a été défini. 4 axes prioritaires ont été retenus :

- améliorer la culture qualité,
- faciliter l'adhésion à la politique managériale,
- soutenir l'esprit d'entreprise,
- renforcer le sentiment d'appartenance.

### Formation - Bilan de l'année 1998

Nature	Stagiaires	Heures	Lieu	Formation dispensée %
Formation continue	893	1 639 1 827	Centre des métiers de l'Eau	Technique 42
			Cabinets extérieurs	Informatique 33
				Administrative 25
Formation initiale	37		Centre des métiers de l'Eau	Agents de réseaux commerciaux 17 de production 5
Reconversion	27		" "	Releveurs
International	16	4	"	RNET
				SEEG

## BUDGET FAMILIAL

Une formation a été entreprise auprès des collaborateurs pour leur apprendre à gérer au mieux leur salaire et maîtriser leurs charges.

La formation se déroule autour de quatre (4) modules de trois (3) journées :

1. **Vécu habituel** : pour développer l'esprit de prévoyance.
2. **Etablissement d'un budget** : pour élaborer les prévisions de dépenses et recettes.
3. **L'endettement** : pour analyser le sur-endettement et prendre conscience.
4. **Solutions** : à trouver pour alléger les dépenses et favoriser l'épargne et l'investissement.

381 agents ont été formés sur un objectif de 600 pour la fin de l'exercice.

S

O

D

E

C

1

9

9

8

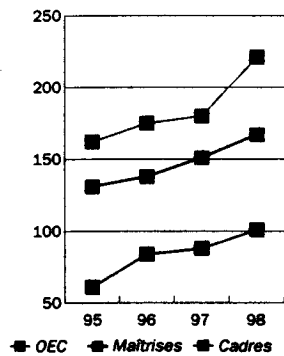
**CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR L'ALCOOLISME**

Initiée par la DCRH/CIE en synergie avec la DRH/SODECI cette campagne de sensibilisation contre l'alcoolisme en milieu professionnel a touché une population de 177 personnes.

**MALADIE**

Les graphiques ci-dessous présentent l'évolution des dépenses de santé comparées sur 4 années.

**Total des dépenses de santé en millions de FCFA**



Les dépenses du personnel employés ouvriers prennent en compte les frais de pharmacie et d'hospitalisation en hôpital public (hors consultations médicales et dépenses d'infirmier assurées par nos centres médico-sociaux et des médecins vacataires).

Le personnel d'encadrement bénéficie d'une couverture assurance maladie.

Elles représentent 489 millions pour l'exercice soit 7,6 % des dépenses de personnel.

La mise en place d'un logiciel de gestion " GIDES " devrait permettre une meilleure maîtrise de ces dépenses.

**COMITE D'ENTREPRISE**

**BILAN DES ACTIVITES**

**Commission logement**

■ Information du personnel sur les opérations immobilières.

■ Démarches entreprises pour l'acquisition de terrains et de logements au bénéfice des agents. Population intéressée 242 agents.

■ Réalisation de deux villas témoin dans l'opération NAWA sur le terrain du Centre des Métiers de l'Eau avant le lancement de 255 logements dont 85 prévus sur l'exercice 1999.

**Commission hygiène et sécurité**

■ Visite d'usines et de stations d'Abidjan pour apprécier les conditions de travail des agents et les sensibiliser sur le port des tenues de travail et des matériels de protection.

■ Campagne de radiologie pulmonaire pour 839 agents d'Abidjan. Taux de participation 80 %.

■ Réflexion engagée sur les accidents du travail récents et leurs causes.

■ Participation à la marche organisée à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le Sida.

■ Formation des agents de sécurité du Siège aux risques d'incendie.

■ Etablissement d'un plan d'action triennal.

■ Projet de création d'une mutuelle maladie pour les agents retraités.

**Commission sports - culture - loisirs**

■ 1 sortie au Bénin : 54 participants.

■ 4 sorties en région : 630 participants.

■ Tournoi de football inter-services d'août à décembre 1998 : 240 participants.

**Commission surveillance des fonds**

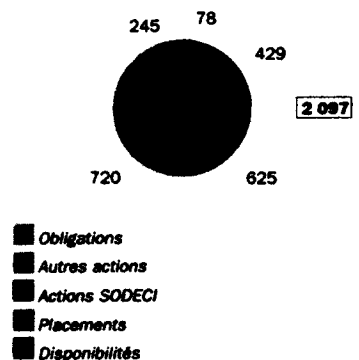
■ 213 événements ont été couverts par le fonds de solidarité représentant 32 millions de dépenses. L'équilibre financier reste assuré avec un solde en clôture de 44 millions de francs.

■ Le fonds d'épargne emprunt a alloué 208 millions de prêts pour 125 millions épargnés par le personnel.

■ Les valeurs du fonds commun de placement aux derniers cours connus au 31 décembre 1998 représentaient 2 097 millions de francs.

Le fonds est constitué de 933 715 parts. La valeur de la part est de 2 155 CFA pour une valeur de souscription de 950 CFA.

en millions de FCFA





# B I L A N   S O C I A L

## MANAGEMENT ET COMMUNICATION

### POLITIQUE MANAGERIALE

Les Membres du Comité de direction se sont rencontrés au cours du mois de mai pour dresser un état des lieux du climat social et suggérer des axes d'actions et d'amélioration.

Pour concrétiser ces propositions, le président a ensuite animé avec les mêmes acteurs une réunion d'explication des valeurs de notre politique managériale et donné les grandes orientations de notre entreprise.

Il a été demandé expressément aux directeurs :

- De s'engager sur le terrain afin de répondre aux attentes des collaborateurs et de notre clientèle dans un souci de rigueur, de fermeté mais de justice.

- De créer au sein des structures un climat de confiance, de cohésion et de motivation nécessaire à l'accroissement de notre productivité.

### CAMPER

*(Campagne d'Amélioration des Méthodes et Performances à Echelle Réduite)*

Il s'agit d'un outil intégré de mise en œuvre de notre politique managériale qui consiste à se déporter sur le terrain avec une équipe centrale de directeurs pour :

- observer ;
- identifier et résoudre les problèmes ;
- auditer les agents et se mettre d'accord sur les points d'amélioration ;
- détecter les forces et les faiblesses ;
- créer les conditions d'amélioration de la qualité ;
- partager la vision de la société

### CAMPER - Bilan exercice 1998

	Phase 1	Phase 2	phase 3	Phase 4	Phase 5
DR Korhogo	du 06/07/98 au 10/07/98	du 03/08/98 au 05/08/98	du 10/08/98 au 14/08/98	du 14/09/98 au 18/09/98	du 25/01/99 au 27/01/99
DR Gagnoa	du 14/09/98 au 18/09/98	du 12/10/98 au 17/10/98			
DR Daloa	du 26/10/98 au 30/10/98	du 30/11/98 au 04/12/98			

L'approche prend en compte :

- le contact et les échanges avec le personnel ;
- la mise à niveau des moyens humains et matériels ;
- l'appropriation de la charte managériale ;
- l'utilisation des outils de la démarche qualité ;

Le déroulement s'effectue en cinq (5) phases sur une période de trois (3) mois :

- harmonisation de la politique des moyens et méthodes ;
- assistance de démarrage ;
- suivi et contrôle des accords ;
- assistance d'appui ;
- contrôle et évaluation.

S

O

D

E

C

I

1

9

9

8

## **DEMARCHE ASSURANCE-QUALITE**

La démarche assurance-qualité est à 62 % d'avancement pour un avancement théorique de 100%. Sur 28 procédures, 20 procédures ont été validées et sont en cours de déploiement sur le terrain.

## **COMMUNICATION**

Les actions menées sur l'exercice ont pris en compte les préoccupations du plan de communication triennal 1998-2000.

### **SUR LE PLAN INTERNE**

#### **Sensibilisation de l'encadrement pour développer les aptitudes managériales.**

Elle a été organisée autour d'un séminaire de formation sensibilisant l'encadrement sur ses principales missions.

#### **Média Training**

Action déroulée à l'attention des directeurs régionaux pour les préparer aux situations de crise.

#### **Vision de l'Entreprise**

Faire partager cette vision avec l'encadrement de base autour de rencontres avec la Direction Générale.

#### **Journée Objectifs**

Elle s'est déroulée en décembre autour du thème de la remobilisation.

### **SUR LE PLAN EXTERNE**

#### **Campagne publicitaire sur la qualité de service**

Etalée sur l'année et axée principalement sur l'information des différents services proposés à la clientèle.

#### **Rencontre avec le groupe de presse et les correspondants régionaux**

Avec comme objectifs de développer l'image et la notoriété de la société et familiariser les responsables régionaux avec la presse.

#### **Opération " contact en continu "**

Pour développer des relations de proximité avec les clients.

#### **Baromètre de satisfaction**

Les résultats nous permettent de suivre l'évolution de l'opinion de nos clients sur nos prestations et de répondre à leur attente.

#### **Rencontre avec les préfets**

Organisée conjointement avec la CIE, il s'agit de la 2<sup>e</sup> rencontre après celle de 1994. L'objectif était de mieux faire connaître notre Société et son organisation aux représentants de l'Etat.

#### **Emissions radiophoniques**

"La Sodéci à votre écoute" axées sur les principaux services que propose la société à ses clients.

**ACTIVITES**

Par rapport au plan actualisé de l'exercice 1998, nous envisageons pour 1999 une progression de notre production de l'ordre de 2 % les effets de la sécheresse au cours du 1<sup>er</sup> semestre 1998 ne pouvant être tenus pour récurrents et une remontée sensible du ratio de facturation de 0,835 à 0,838. Le nombre d'abonnés du fait d'une activité branchements subventionnés plus faible retrouverait une progression moyenne de 4 %.

Les activités travaux face aux besoins croissants en eau devraient augmenter grâce à l'apport des prêts AFD et un bon niveau de ressources du fonds de développement.

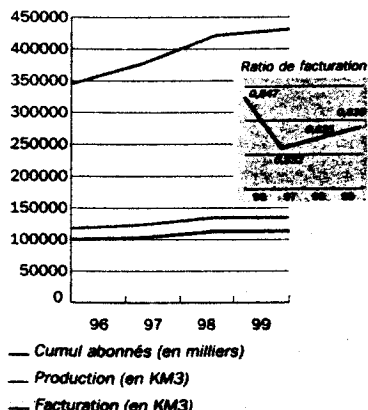
Le contrat d'assainissement en cours de signature devrait générer une activité en forte hausse.

Le chiffre d'affaires prévisionnel hors taxes et hors surtaxes a été arrêté à 35 711 millions contre 32 212 millions prévus au plan actualisé 1998. Ce plan prévoyait une progression d'environ 10 %.

Sur le réalisé de l'exercice 1998 en maintenant le même plan, la progression serait ramenée à 2,5 %.

En tout état de cause, le résultat prévisionnel devrait se situer au même niveau que celui de l'exercice 1998.

**Prévisions d'activités**



**CONTRAT ASSAINISSEMENT**

Les travaux du comité technique interministériel mis en place pour harmoniser les positions des différentes parties concernées par le projet de contrat d'affermage du service d'assainissement de la ville d'Abidjan avaient abouti à un projet de redevance qui a été approuvé en novembre 1998 par le ministère chargé de l'Assainissement, le ministère des Infrastructures Economiques, et le ministère de l'Economie et des Finances.

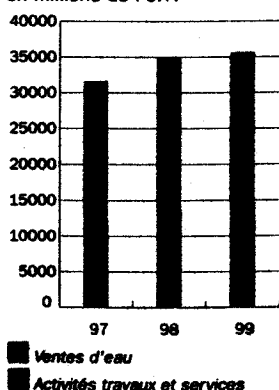
Depuis cette date, les nouveaux points de divergence suivants ont nécessité la poursuite des négociations :

- Prise en compte dans la formule de révision de la rémunération du fermier d'une marge de neutralisation de 5 %, proposée par l'Administration et refusée par la SODECI.

- Modalités de participation du ministère de l'Environnement à la mise en œuvre du contrat d'affermage.

- Application de la redevance d'assainissement après les négociations en cours relatives à la rémunération de SODECI au titre du contrat eau potable. Cette position est défendue par le ministère des Infrastructures Economiques, mais rejetée par les autres membres du comité.

**Prévisions chiffre d'affaires en millions de FCFA**



La marge de neutralisation de 5 % a été abandonnée sur décision du ministre du Logement.

Les points 2 et 3 ci-dessus ont donné lieu aux décisions suivantes prises par le Premier Ministre à l'issue d'une réunion tenue le 1/03/99 avec tous les Ministres concernés et la SODECI :

- Application immédiate du contrat d'affermage et la redevance d'assainissement sans attendre la fin de la renégociation quinquennale de la rémunération de SODECI au titre de l'eau potable.

- L'Autorité contractante n'est plus le ministère du Logement et de l'Urbanisme, mais un Comité interministériel comprenant les ministères suivants :

- ministère du Logement et de l'Urbanisme ;
- ministère des Infrastructures Economiques ;
- ministère de l'Environnement et des Forêts ;
- ministère de l'Economie et des Finances.

- Le ministère du Logement et de l'Urbanisme, chargé de la gestion de l'assainissement et de drainage est désigné président de ce Comité, dont le secrétariat sera assuré par le BNETD.

Le fonctionnement de ce Comité sera défini par arrêté interministériel.

Une réunion tenue le 8 mars 1999 entre les ministres concernés a conduit à l'adoption du cahier des charges, de décrets portant redevance d'assainissement et approuvant le cahier des charges modifié pour tenir compte des décisions ci-dessus.

Cette adoption a été immédiatement suivie par la présentation en conseil des ministres du décret portant redevance d'assainissement et du décret d'approbation du cahier des charges, en vue de leur signature par le Président de la République.

Parallèlement aux négociations avec l'Administration, les préparatifs pour l'exécution du Contrat d'affermage ont commencé au sein de SODECI avec notamment :

- L'élaboration des procédures de gestion technico-commerciale des usagers de l'assainissement.

- Le démarrage des développements informatiques nécessaires à la prise en compte de l'assainissement dans le logiciel de gestion des abonnés en eau potable.

- La formation du personnel à la gestion des usagers de l'assainissement.

- Le démarrage des procédures de recrutement du personnel complémentaire.

- La transmission d'un dossier APS pour le financement par l'AFD des travaux de mise à niveau du système d'assainissement d'Abidjan, de 10 milliards. Une mission d'évaluation de l'AFD aura lieu dès la signature du contrat.

#### RENEGOCIATION QUINQUENNALE

Le dossier de renégociation du prix de l'eau pour la période 1998-2002 a été adressé au ministère de tutelle le 25 Juin 1998. Le prix moyen demandé s'établissait à 212 FCFA hors taxes contre 183 F CFA soit une augmentation souhaitée de 15 %.

Une contre proposition du ministre de tutelle nous a été adressée pour la période 1998-2002 avec maintien du prix actuel.

A l'analyse, il ressort une différence d'approche importante sur l'accroissement des volumes et sur l'évolution de certains postes de charges et des divergences quant à l'affectation de la marge dégagée sur les travaux du fonds de développement.

Il s'agit maintenant d'établir un planning de travail permettant très rapidement d'œuvrer à un accord sur les différents points et d'obtenir une rémunération qui ne remette pas en cause la qualité du service.

#### ACTIVITES INFORMATIQUES

Les activités informatiques en 1998 ont porté sur les points suivants :

- Migration de la gestion abonnés siège dans OCEANS.
- Stabilisation et fiabilisation des applications de gestion des stocks et interfaces comptables.
- Gestion de l'an 2000.
- Gestion technique système et réseau.
- Organisation du secteur informatique.
- Projet SAPHIR.

En ce qui concerne plus particulièrement la problématique au passage en l'an 2 000, le projet initié par la direction générale a mobilisé l'ensemble des structures opérationnelles de la Société et la DOI. Les étapes de sensibilisation, d'inventaire et d'évaluation ont été réalisées.

La phase de correction est en cours. La correction porte sur les applications du système d'information (MERCATOR, OCEAN, CRISTAL, SIGAGIP), les autocommutateurs téléphoniques, les automates des usines, etc. La date de fin des modifications est fixée au 30 juin 1999.

L'année 1999 verra également la finalisation de la mise en place d'un réseau d'interconnexion par satellite entre le Siège et l'ensemble des sites régionaux.

#### MANAGEMENT - COMMUNICATION

La Direction Générale a fixé des objectifs précis pour l'année 1999 :

- Ecouter les besoins de la clientèle.
- Répondre aux attentes de notre Tutelle.
- Réfléchir aux besoins des collectivités dans le cadre d'une décentralisation de la gestion du pays.
- Améliorer la qualité du produit et la marge.
- Mobiliser les collaborateurs en terme d'emploi, en terme de formation et à travers la charte de politique managériale.

Par ailleurs 5 axes de réflexion ont été proposés :

- La décentralisation de la gestion comptable.
- La gestion des abonnés sur SAPHIR.
- La réorganisation des fonctions agent de zone et agent de réseau.
- Le financement pour satisfaire les besoins de production.
- L'étude de la grille de salaire.

Le plan d'action de la communication a également été reprecisé.

Le baromètre de satisfaction de la clientèle mis en place en 1998 dans le but de suivre l'évolution de l'opinion et de l'attente de la clientèle sur nos prestations est maintenu.

L'exercice 1999 sera marqué par une campagne publicitaire institutionnelle dans les médias afin de développer l'image et la notoriété de la SODECI.

L'objectif de la communication en interne et externe sera de développer les ventes d'eau.

Un plan média communication a été préparé pour être lancé dès la signature du contrat d'affermage assainissement.

# INFORMATIONS ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

1. **L'approbation des comptes et des rapports des Commissaires aux comptes** sur l'exercice clos le 31 décembre 1998, l'affectation et la répartition des résultats et le quitus de sa gestion à donner au Conseil d'administration feront l'objet des résolutions une à quatre.

2. **Le renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Auguste Miremont**, dont le mandat expire à l'issue de la présente Assemblée, fera l'objet de la cinquième résolution.

3. **La reconduction pour une durée de six exercices du mandat de N'Dabian Kroah Bilé**, co-Commissaire aux comptes, sera proposée dans la sixième résolution.

4. Les septième et huitième résolutions proposent **la nomination de deux Commissaires aux comptes suppléants** prévue par la nouvelle réglementation OHADA pour les sociétés faisant appel public à l'épargne.

■ Mme Monique Sangaré pour la durée du mandat restant à courir de M. N'Dabian Kroah Bilé.

■ le cabinet Mazard et Guérard pour la durée du mandat restant à courir de Ernst & Young.

5. **La mise en harmonie des statuts de Sodeci avec les dispositions de l'Acte uniforme de l'OHADA fera l'objet de la neuvième résolution.**

L'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) dont la Côte d'Ivoire est l'un des Etats-parties, s'est dotée d'une nouvelle législation commune notamment en matière de droits des sociétés aux termes d'un Acte uniforme dont la mise en application initiée le 1<sup>er</sup> janvier 1998 requiert la mise en harmonie des statuts des sociétés concernées au plus tard le 31 décembre 1999.

Le projet de mise en harmonie des statuts de SODECI annexé au présent document, présente les modifications à effectuer sur un certain nombre d'articles listés dans la résolution qui sera soumise à votre approbation.

Ces modifications concernent essentiellement les nouvelles dispositions de l'Acte uniforme qui dérogent à la précédente loi en vigueur, à savoir :

■ La dénomination de la société et le transfert de son siège social : articles 3 et 4.

■ La libération et le transfert des actions : articles 7, 8, 9 et 11.

■ Le mode d'administration de la société, la composition du Conseil d'administration et la rémunération des Administrateurs : articles 14, 15, 16, 17, 18, 21, 22, 23 et 26.

■ Les modalités des réunions du Conseil d'administration et la signature des procès-verbaux : articles 19 et 20.

■ La nomination des commissaires aux comptes : article 27.

■ Les délais, mode de convocation, ordre du jour, bureau, pouvoirs et procès-verbaux de l'Assemblée générale : articles 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 37.

■ L'établissement des comptes, l'affectation des bénéfices, la constitution des fonds de réserve et la perte des capitaux propres : articles 39, 40, 41, 42 et 43.

■ Les articles 47 et 48 sous le titre IX relatifs aux formalités de constitution devant être supprimés.

S

O

D

E

C

I

1

9

9

8

20

## **6. Organisation de la direction de la Société**

Pour faire face à la forte croissance du secteur et aux exigences de ses clients, la SODECI doit faire évoluer son organisation.

A cet effet, l'équipe de la direction générale a été renforcée avec la nomination de trois directeurs généraux adjoints, à savoir :

**EBAH Basile** Chargé de coordonner les actions de la direction Technique, la direction de l'Assainissement. Il a plus particulièrement en charge les relations extérieures notamment au niveau des ministères de tutelle.

**GOUETI BI Trazié** Chargé de coordonner les actions de la direction de l'Exploitation, la direction des Ressources Humaines, la direction des Moyens Généraux. Il a également en charge l'application de la Politique Managériale de l'Entreprise.

**ESSEY KOUADIO** chargé de coordonner les actions de la direction du Contrôle et Procédures, de la direction de l'Organisation Informatique, de la direction du Budget et de mettre en place le logiciel de gestion des abonnés SAPHIR.

Cette nouvelle organisation vise à responsabiliser davantage les principaux cadres dirigeants de la société, en les préparant aux évolutions futures.

Elle préfigure l'organisation finale qui entrera en vigueur après approbation par l'Assemblée générale extraordinaire des statuts mis en harmonie avec les dispositions de l'Acte uniforme de l'OHADA, avec président-directeur général et directeurs généraux adjoints. Après cette Assemblée générale extraordinaire, un Conseil d'administration se tiendra afin de nommer explicitement ces trois directeurs généraux adjoints en qualité de mandataires sociaux.

L'actuel directeur général Pierre COUSTETS, exercera alors aux côtés du président-directeur général Marcel ZADI KESSY, ses fonctions de directeur général des Opérations.

## **7. Rapport des Commissaires aux comptes**

Les Commissaires vous donneront lecture de leur rapport général commentant les comptes de l'exercice et répondant aux missions qui leur sont prescrites par la loi, et de leur rapport spécial, conformément aux dispositions de l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867 concernant les conventions passées avec les sociétés ayant des Administrateurs communs avec SODECI.

# RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

(exercice clos le 31 décembre 1998)

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 1998, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la SODECI tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous portons à votre connaissance l'information suivante :

Ainsi qu'il est précisé dans la partie de l'annexe consacrée aux principes, règles et méthodes comptables, les comptes annuels sont présentés conformément aux nouvelles dispositions comptables du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) applicables pour les exercices ouverts à compter du 1er Janvier 1998. L'application des nouveaux textes n'ayant pas eu pour votre Société d'effet sur les méthodes d'évaluation utilisées antérieurement, les seuls changements concernent la présentation du bilan, du compte de résultat et du tableau financier des ressources et des emplois, ainsi que la création d'un état annexé établi sous la responsabilité de la direction et faisant partie intégrante des comptes annuels.

## II. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous avons également vérifié les explications que donne votre conseil d'administration sur les modifications apportées, suite à l'adoption du nouveau plan comptable, aux postes des comptes annuels de l'exercice précédent afin de les rendre comparables avec ceux du présent exercice. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces retraitements.

Les Commissaires aux comptes

N'Dabian Kroah Bilé      ERNST & YOUNG  
Monique Sangaré  
Président-Directeur général

Le 30 avril 1999

S

O

D

E

C

1

9

9

8

22

23

**R A P P O R T   S P E C I A L**  
**D E S   C O M M I S S A I R E S   A U X   C O M P T E S**  
**S U R   L E S   C O N V E N T I O N S   R E G L E M E N T E E S**

*(exercice clos le 31 décembre 1998)*

En application de l'article 34 de la loi du 24 juillet 1867, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions visées à l'article 40 de cette loi dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

**I. CONVENTION CONCLUE AU COURS DE L'EXERCICE**

CONVENTION D'ASSISTANCE GENERALE CONCLUE AVEC SAUR INTERNATIONAL

**Administrateurs concernés :**

Messieurs Martin Bouygues, Olivier Bouygues, Yves Gabriel, Louis Perterschmitt, Jacques Sennepin, Marcel Zadi Kessy.

**Nature et objet :**

Les prestations d'assistance générale portent sur les domaines juridique, financier, comptable, informatique, technique, des ressources humaines et du management. Cette convention est conclue pour une durée d'un an avec tacite reconduction.

**Modalités et rémunération :**

Ces diverses prestations sont rémunérées au taux de 2,9 % du chiffre d'affaires annuel hors TVA de l'exercice précédent et font l'objet de facturations trimestrielles. Le montant total comptabilisé en charges par la SODECI au titre de ces prestations s'élève à FCFA 1.189 millions pour l'exercice clos le 31 décembre 1998.

**II. CONVENTION CONCLUE AU COURS D'UN EXERCICE ANTERIEUR ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE**

CONVENTION DE BAIL AVEC LA CIE

**Administrateurs concernés :**

Messieurs Martin Bouygues, Louis Perterschmitt, Jacques Sennepin, Marcel Zadi Kessy.

**Nature et objet :**

Location à la CIE d'un immeuble composé d'une tour de huit étages, d'une galette, d'un parking souterrain et de parkings extérieurs. Cette convention, en date du 1er février 1993, est consentie et acceptée pour une durée de 9 ans et est renouvelable par tacite reconduction par période triennale.

**Modalités et rémunération :**

Le loyer mensuel est de FCFA 5,8 millions. Le montant comptabilisé en produit au titre de l'exercice clos le 31 décembre 1998 est de FCFA 69 millions.

Les Commissaires aux comptes

N'Dobian Kroah Bilé      ERNST & YOUNG  
Monique Sangaré  
Président-Directeur général

Le 30 avril 1999

A  
N  
N  
U  
E  
L



# R E S O L U T I O N S

## PARTIE ORDINAIRE

### PREMIERE RESOLUTION

Après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration sur l'exercice 1998 du bilan et du compte de résultats nets au 31 décembre 1998, ainsi que des rapports des Commissaires aux comptes concernant le même exercice, et après avoir pris connaissance de tous renseignements et explications complémentaires qui lui ont été fournis en séance, l'Assemblée générale déclare approuver expressément, sans exception, ni réserve lesdits rapports et lesdits comptes, tels qu'ils lui ont été présentés et toutes les opérations et écritures qui s'y trouvent mentionnées ou enregistrées.

En conséquence, l'Assemblée générale arrête au chiffre de 1 395 410 571 francs le montant du bénéfice net de cet exercice, après provisionnement de l'impôt y afférent.

### DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes concernant les conventions visées par l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867 donne acte aux Commissaires de ce rapport et déclare approuver expressément toutes les conventions et opérations qui s'y trouvent mentionnées.

### TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale approuve les propositions qui lui sont soumises par le Conseil d'administration, dans le cadre des dispositions de l'article 43 des statuts, pour la répartition du bénéfice net de l'exercice 1998 venant d'être ainsi arrêté, augmenté du report à nouveau de 1997 s'élevant à 283 694 641 francs, soit un total disponible de 1 679 105 212 francs.

En conséquence, l'Assemblée générale décide expressément les affectations et distributions suivantes

- à la réserve légale	140 000 000
- au Report à nouveau	353 105 212
- à la distribution d'un dividende global	1 100 000 000
- à la distribution des tantièmes	86 000 000

L'Assemblée générale fixe à 1 375 francs bruts par action le montant du dividende total qui reviendra, au titre de l'exercice 1998 à chacune des 800 000 actions et décide que ce dividende sera mis en paiement à la diligence de la Direction générale, à partir du 30 juin 1999.

### QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs de leur gestion pour l'exercice 1998.

### CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale après lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Miremont Auguste, pour une durée de six années soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2004.

### SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale renouvelle le mandat de Commissaire aux comptes titulaire de Monsieur N'Dabian Kroah Bilé, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2004.

### SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale désigne en qualité de Commissaire aux comptes suppléant Madame Monique Sangaré pour la durée du mandat restant à courir de M. N'Dabian Kroah Bilé, Commissaire aux comptes titulaire, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2004.

### HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale désigne en qualité de Commissaire aux comptes suppléant Mazard et Guérard pour la durée du mandat restant à courir de Ernst & Young, Commissaire aux comptes titulaire, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2000.

## PARTIE EXTRAORDINAIRE

### NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale, après lecture du rapport du Conseil, décide de modifier les articles 3, 4, 7, 8, 9, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 37, 39, 40, 41, 42 et 43 et de supprimer les articles 47 et 48, afin d'en harmoniser les termes avec les dispositions de l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales, tels qu'ils lui ont été présentés pour approbation et qu'ils figurent en annexe au présent procès-verbal.

### DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'originaux ou de copies du procès-verbal constatant ses délibérations, à effet d'accomplir toutes formalités légales, dépôts ou autres de publicité.

S

O

D

E

C

I

1

9

9

8

# ETATS COMPTABLES

## ACTIVITES

### EAU : volumes (en milliers de m<sup>3</sup>)

EXERCICES	1996	1997	1998	VARIATIONS	
				98-97	% 98-97
<b>METRES CUBES PRODUITS</b>					
ABIDJAN	80 436	85 351	93 178	7 827	9,17
AUTRES CENTRES	37 711	38 890	42 137	3 247	8,34
<b>TOTAL</b>	<b>118 147</b>	<b>124 241</b>	<b>135 315</b>	<b>11 074</b>	<b>8,913</b>
<b>METRES CUBES FACTURES</b>					
ABIDJAN	65 652	68 185	73 683	5 498	8,06
AUTRES CENTRES	34 412	35 183	39 310	4 127	11,73
<b>TOTAL</b>	<b>100 064</b>	<b>103 368</b>	<b>112 993</b>	<b>9 625</b>	<b>9,31</b>
RATIO MOYEN DE FACTURATION	0,847	0,832	0,835	0,003	0,36

### EAU : nombre d'abonnés

EXERCICES	1996	1997	1998	VARIATIONS	
				98-97	% 98-97
ABIDJAN	179 202	193 993	213 400	19 407	10,00
AUTRES CENTRES	165 653	183 757	208 017	24 260	13,20
<b>TOTAL</b>	<b>344 855</b>	<b>377 750</b>	<b>421 417</b>	<b>43 667</b>	<b>11,56</b>

### ASSAINISSEMENT (en millions de francs)

EXERCICES	1996	1997	1998	VARIATIONS	
				98-97	% 98-97
MARCHE ABIDJAN	912	1 192	1 157	-35	-2,94
DIVERS	183	406	366	-40	-9,85
<b>TOTAL</b>	<b>1 095</b>	<b>1 598</b>	<b>1 523</b>	<b>-75</b>	<b>-4,69</b>

### TRAVAUX ET RENOUVELLEMENT (en millions de francs)

EXERCICES	1996	1997	1998	VARIATIONS	
				98-97	% 98-97
T.L.E. et accessoires	3 597	3 980	5 063	1 083	27,21
dont brancht subv	2 632	3 085	3 857	772	25,02
TVX d'ENTREPRISE	1 727	2 833	3 432	599	21,14
dont tvx neufs	1 488	2 547	2 300	-247	-9,70
<b>TOTAL TRAVAUX</b>	<b>5 324</b>	<b>6 813</b>	<b>8 495</b>	<b>1 682</b>	<b>24,69</b>
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT</b>	<b>481</b>	<b>1 030</b>	<b>1 635</b>	<b>605</b>	<b>58,74</b>
LIV.à NS-MEMES	1 005	1 105	1 234	129	11,67
dont compteurs	909	1 038	1 232	194	18,69
<b>TOTAL LIVRAISONS NM</b>	<b>1 005</b>	<b>1 105</b>	<b>1 234</b>	<b>129</b>	<b>11,67</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 810</b>	<b>8 948</b>	<b>11 364</b>	<b>2 416</b>	<b>27,00</b>

### BRANCHEMENTS (en nombre)

EXERCICES	1996	1997	1998	VARIATIONS	
				98-97	% 98-97
Branchements subventionnés	25 094	30 344	35 636	5 292	17,44
Branchements non subventionnés	1 261	1 900	2 901	1 001	52,68
<b>TOTAL</b>	<b>26 355</b>	<b>32 244</b>	<b>38 537</b>	<b>6 293</b>	<b>19,52</b>

# E T A T S   C O M P T A B L E S

## COMPTES DE RESULTATS

### PRODUITS (en millions de FCFA)

NATURE	MONTANTS			STRUCTURE		VARIATION 98/97	
	1996	1997	1998	% 1998	% 1997	Valeur	%
Eau	17 965	19 298	21 188	57,69	57,69	1 890	9,79
Travaux liés à l'exploitation et accessoires	3 597	3 980	5 063	13,79	11,90	1 083	27,21
Assainissement	1 095	1 598	1 523	4,15	4,78	-75	-4,69
Travaux	2 208	3 776	5 067	13,80	11,29	1 291	34,19
Assistance extérieure	512	997	392	1,07	2,98	-605	-60,68
Livraisons à nous memes	1 005	1 074	1 234	3,36	3,21	160	14,90
Produits accessoires	531	990	440	1,20	2,96	-550	-55,56
Reprises sur provisions	153	192	634	1,73	0,57	442	NS
Autres produits	1 509	1 545	1 184	3,22	4,62	-361	-23,37
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>28 575</b>	<b>33 450</b>	<b>36 725</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>3 275</b>	<b>9,79</b>

### CHARGES (en millions de FCFA)

NATURE	MONTANTS			STRUCTURE		VARIATION 98/97	
	1996	1997	1998	% 1998	% 1997	Valeur	%
Stocks consommés et achats	9 120	10 656	12 573	34,24	31,86	1 917	17,99
Transport	742	712	776	2,11	2,13	64	8,99
Services extérieurs	5 859	8 462	9 312	25,36	25,30	850	10,04
Impôts et taxes	589	1 680	893	2,43	5,02	-787	-46,85
Autres charges d'exploitation	2 131	1 104	1 281	3,49	3,30	177	16,03
Personnel	5 656	5 839	6 415	17,47	17,46	576	9,86
Amortissements/provisions	2 605	2 767	3 225	8,78	8,27	458	16,55
Impôts sur resultat	698	1 047	855	2,33	3,13	-192	-18,34
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>27 400</b>	<b>32 267</b>	<b>35 330</b>	<b>96,20</b>	<b>96,46</b>	<b>3 063</b>	<b>9,49</b>
BENEFICE	1 175	1 183	1 395	3,80	3,54	212	17,92
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>28 575</b>	<b>33 450</b>	<b>36 725</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>3 275</b>	<b>9,79</b>

# E T A T S   C O M P T A B L E S

## BILAN

### ACTIF (en millions de FCFA)

NATURE	MONTANTS				STRUCTURE		VARIATION 98/97	
	1 998	1 997	1996	1995	% 1998	% 1997	Val. absolue	%
Immobilisations corporelles								
Sodeci	13 679	12 917	12 049	11 706	22,78	27,01	762	5,90
Etat		29	85	242	0,00	0,06	-29	-100,00
Immobilisations financieres	2 210	1 423	1 602	1 498	3,68	2,98	787	55,31
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>15 889</b>	<b>14 369</b>	<b>13 736</b>	<b>13 446</b>	<b>26,46</b>	<b>30,05</b>	<b>1 520</b>	<b>10,58</b>
Stocks	4 912	4 132	2 412	1 955	8,18	8,64	780	18,88
Créances nettes Etat	17 376	15 880	13 802	25 035	28,93	33,21	1 496	9,42
Autres créances nettes	10 907	6 313	5 592	4 607	18,16	13,20	4 594	72,77
Produits à recevoir	3 315	2 996	1 247	1 115	5,52	6,27	319	10,65
Trésorerie actif	7 654	4 130	5 091	3 849	12,75	8,64	3 524	85,33
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>44 164</b>	<b>33 451</b>	<b>28 144</b>	<b>36 561</b>	<b>73,54</b>	<b>69,95</b>	<b>10 713</b>	<b>32,03</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>60 053</b>	<b>47 820</b>	<b>41 880</b>	<b>50 007</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>12 233</b>	<b>25,58</b>

### PASSIF (en millions de FCFA)

NATURE	MONTANTS				STRUCTURE		VARIATION 98/97	
	1 998	1 997	1995	1995	% 1998	% 1997	Val. absolue	%
Fonds propres	10 697	10 474	10 154	9 980	17,81	21,90	223	2,13
Provisions	697	844	614	361	1,16	1,76	-147	-17,42
Dettes financières et ressources assimilées	8 500	7 146	6 656	6 750	14,15	14,94	1 354	18,95
dont avances /consommation	7 900	7 146	6 317	5 840				
<b>CAPITAUX PERMANENTS</b>	<b>19 894</b>	<b>18 464</b>	<b>17 424</b>	<b>17 091</b>	<b>33,13</b>	<b>38,61</b>	<b>1 430</b>	<b>7,74</b>
Créditeurs Etat	2 797	4 578	5 561	6 443	4,66	9,57	-1 781	-38,90
Autres dettes Etat	15 466	6 617	2 928	9 598	25,75	13,84	8 849	133,73
Surtaxes non encaissées	8 812	8 955	7 315	10 535	14,67	18,73	-143	-1,60
Fournisseurs	7 235	7 196	5 910	4 739	12,05	15,05	39	0,54
Découvert bancaire	1 226	8	384	31	2,04	0,02	1 218	NS
Autres dettes	3 228	593	1 183	755	5,38	1,24	2 635	NS
<b>EXIGIBILITES</b>	<b>38 764</b>	<b>27 947</b>	<b>23 281</b>	<b>32 101</b>	<b>64,55</b>	<b>58,44</b>	<b>10 817</b>	<b>38,71</b>
<b>BENEFICE</b>	<b>1 395</b>	<b>1 409</b>	<b>1 175</b>	<b>815</b>	<b>2,32</b>	<b>2,95</b>	<b>-14</b>	<b>-0,99</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>60 053</b>	<b>47 820</b>	<b>41 880</b>	<b>50 007</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>12 233</b>	<b>25,58</b>

**ETATS COMPTABLES**

**TABLEAU DE FINANCEMENT**

(en millions de FCFA)

NATURE	TOTAL		STRUCTURE		VARIATION 98/97	
	1998	1997	% 1997	% 1998	98/97	%
Amortissements/prov nets	2 590	3 456	58,37	44,92	-866	-25,06
Résultat net	1 395	1 409	23,80	24,19	-14	-0,99
<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>3 985</b>	<b>4 865</b>	<b>82,17</b>	<b>69,11</b>	<b>-880</b>	<b>-18,09</b>
Avances sur consommation nettes emprunts à + d'un an	754	829	14,00	13,08	-75	-9,05
Cessions d'immobilisations	600	0	0,00	10,41	600	NS
Prélevement sur le fonds de roulement	321	227	3,83	5,57	94	41,41
	106		0,00	1,84	106	NS
<b>TOTAL RESSOURCES</b>	<b>5 766</b>	<b>5 921</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>-155</b>	<b>14,27</b>
Investissements	4 302	3 970	67,05	74,61	332	8,36
Remboursement - emprunts à + d'un an	0	339	5,73	0,00	-339	NS
Bénéfices distribués	1 186	856	14,46	20,57	330	38,55
Prêts à plus d'un an	278	115	1,94	4,82	163	141,74
Accroissement du fonds de roulement	0	641	10,83	0,00	-641	NS
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>5 766</b>	<b>5 921</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>-155</b>	<b>-2,62</b>

# ETATS COMPTABLES

## PERSONNEL

NATIONALITE ET CATEGORIE DES AGENTS	1995	1996	1997	1998	STRUCTURE		VARIATION (98-97)
					% 1997	% 1998	
<b>IVOIRIENS</b>	<b>1 260</b>	<b>1 238</b>	<b>1 287</b>	<b>1 338</b>	<b>96</b>	<b>97</b>	<b>51</b>
Cadres	73	81	84	90	6	7	6
Maitrises	364	360	366	389	27	28	23
EOM	823	797	838	859	63	62	21
<b>AUTRES AFRICAINS</b>	<b>50</b>	<b>49</b>	<b>42</b>	<b>38</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>-4</b>
Cadres	1	1	1	1	0	0	0
Maitrises	10	8	5	4	0	0	-1
EOM	39	40	36	33	3	2	-3
<b>ETRANGERS NON AFRICAINS</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
Cadres	5	6	6	7	0	1	1
Maitrises	1	1	1	1	0	0	0
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 316</b>	<b>1 294</b>	<b>1 336</b>	<b>1 384</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>48</b>
<b>Cadres</b>	<b>79</b>	<b>88</b>	<b>91</b>	<b>98</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>
<b>Maitrises</b>	<b>375</b>	<b>369</b>	<b>372</b>	<b>394</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>22</b>
<b>EOM</b>	<b>862</b>	<b>837</b>	<b>873</b>	<b>892</b>	<b>65</b>	<b>65</b>	<b>19</b>

R  
A  
N  
P  
N  
U  
O  
E  
R  
L  
T

# E T A T S   C O M P T A B L E S

## RATIOS ET RESULTATS PAR ACTION

DESIGNATION	1994	1995	1996	1997/12	1998
<b>RATIOS DE STRUCTURE FINANCIERE</b>					
Couverture des emplois fixes par des ressources stables de financement	1,31	1,27	1,27	1,28	1,25
Couverture de l'actif circulant par le fonds de roulement net	0,09	0,09	0,11	0,11	0,11
Autonomie financière	0,23	0,24	0,29	0,23	0,23
Liquidité générale	1,12	1,13	1,17	1,17	1,14
Part des fonds propres dans les ressources stables de financement	0,60	0,58	0,58	0,57	0,54
<b>RATIOS DE GESTION</b>					
Rotation des capitaux propres	2,00	1,69	2,48	2,73	3,07
Rotation des stocks	12,37	11,33	10,20	8,66	6,69
Durée du crédit clientèle (en jours)	457	345	200	161	224
<b>RATIOS DE RENTABILITE</b>					
Rentabilité de l'exploitation (en %)	4,60	5,90	6,60	7,77	5,69
Rentabilité des fonds propres (en %)	5,90	8,18	11,58	13,45	13,04
<b>RESULTATS PAR ACTION</b>					
Nombre d'actions	400 000	600 000	800 000	800 000	800 000
Bénéfice brut	2 568	2 160	2 339	2 792	2 812
Bénéfice net	1 450	1 360	1 470	1 408	1 744
Dividendes de l'exercice	1 000	1 000	1 000	1 100	1 375
Fonds propres	24 570	16 633	12 693	13 093	13 371
Cours de l'action	11 050	19 200	19 950	18 650	14 500

SECRET

SECRET

SECRET



# BILAN - SYSTEME NORMAL

EXERCICE 1998

**SOCIETE DE DISTRIBUTION D'EAU DE LA COTE D'IVOIRE**  
01 BP 1843 ABIDJAN 01

Réf.	ACTIF	Exercice 1998			Ex. 1997
		Brut	Amort./Prov.	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISE (1)				
AA	Charges immobilisées	40 230 640	22 154 918	18 075 722	26 124 073
AB	Frais d'établissement et charges à répartir	40 230 640	22 154 918	18 075 722	26 124 073
AC	Primes de remboursement des obligations				
AD	Immobilisations incorporelles	363 866 091	266 310 725	97 555 366	141 343 005
AE	Frais de recherche et de développement				
AF	Brevets, licences, logiciels	324 469 097	266 310 725	58 158 372	131 651 998
AG	Fonds commercial				
AH	Autres immobilisations incorporelles	39 396 994		39 396 994	9 691 007
AI	Immobilisations corporelles	31 073 617 389	17 510 166 067	13 563 451 322	12 778 413 332
AJ	Terrains	414 909 441		414 909 441	414 909 441
AK	Bâtiments	8 789 723 736	5 903 694 803	2 886 028 933	3 217 216 659
AL	Installations et agencements	5 279 454 462	3 802 292 990	1 477 161 472	1 599 844 652
AM	Matériel	11 909 854 814	5 207 536 608	6 702 318 206	5 829 798 853
AN	Matériel de transport	4 679 674 936	2 596 641 666	2 083 033 270	1 716 643 727
AP	Avances et Acomptes versés sur immobilisations	0		0	0
AQ	Immobilisations financières	2 210 405 943	0	2 210 405 943	1 423 144 524
AR	Titres de participation	0		0	0
AS	Autres immobilisations financières	2 210 405 943		2 210 405 943	1 423 144 524
AW	(1) dont H.A.O.:				
	Brut	33 688 120 063			
	Net			15 889 488 353	
AZ	<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>33 688 120 063</b>	<b>17 510 166 067</b>	<b>15 889 488 353</b>	<b>12 778 413 332</b>

# B I L A N - S Y S T E M E N O R M A L

EXERCICE 1998

**SOCIETE DE DISTRIBUTION D'EAU DE LA COTE D'IVOIRE**

**01 BP 1843 ABIDJAN 01**

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice 1998	Exercice 1997
	<b>CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES</b>		
CA	Capital	4 000 000 000	4 000 000 000
CB	Actionnaires capital non appelé	-	-
CC	Primes et réserves	6 696 713 690	6 473 812 073
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion	255 906 342	255 906 342
CE	Ecart de réévaluation		
CF	Réserves indisponibles	1 420 087 734	1 350 087 734
CG	Réserves libres	4 737 024 973	4 737 024 973
CH	Report à nouveau	283 694 641	130 793 024
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	1 395 410 571	1 408 901 617
CK	Autres capitaux propres	0	0
CL	Subventions d'investissement		
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés		
CP			
	<b>DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)</b>		
DA	Emprunts	600 000 000	0
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		
DC	Dettes financières diverses	7 900 130 087	7 146 186 272
DD	Provisions financières pour risques et charges	697 111 296	844 420 624
DE	(1) dont H.A.O.:		
DF			
DG			

# BILAN - SYSTEME NORMAL

EXERCICE 1998

**SOCIETE DE DISTRIBUTION D'EAU DE LA COTE D'IVOIRE**

**01 BP 1843 ABIDJAN 01**

Réf.	ACTIF	Exercice 1998			Ex. 1997
		Brut	Amort./Prov.	Net	Net
AZ	Report total Actif immobilisé	33 688 120 063	17 798 631 710	15 889 488 353	14 369 024 934
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H.A.O.				
BB	Stocks	5 014 709 087	102 755 089	4 911 953 998	4 132 015 439
BC	Marchandises				
BD	Matières premières et autres aprovisionnements	5 014 709 087	102 755 089	4 911 953 998	4 132 015 439
BE	En-cours				
BF	Produits fabriqués				
BG	Créances et emplois assimilés	33 278 210 749	1 679 827 564	31 598 383 185	29 383 120 695
BH	Fournisseurs, avances versées	26 267 907		26 267 907	18 494 925
BI	Clients	33 137 565 022	1 596 551 514	31 541 013 508	25 154 281 795
BJ	Autres créances	114 377 820	83 276 050	31 101 770	4 210 343 975
BK	<b>TOTAL ACTIF</b>				
	TRESORERIE - ACTIF				
BQ	Titres de placement	6 005 630 136		6 005 630 136	1 484 588 234
BR	Valeurs à encaisser	0	0	0	0
BS	Banques, chèques postaux, caisse	1 648 030 020		1 648 030 020	2 610 489 954
BT	<b>TOTAL TRESORERIE - ACTIF</b>				
BU	Ecarts de conversion - Actif (IV) (perte probable de change)	0		0	0
BZ	<b>TOTAL GENERAL</b>				

# BILAN - SYSTEME NORMAL

EXERCICE 1998

**SOCIETE DE DISTRIBUTION D'EAU DE LA COTE D'IVOIRE**  
**01 BP 1843 ABIDJAN 01**

Réf.	(avant répartition)	1998	1997
DG	Report Total Ressources stables	21 289 365 644	19 873 320 586
	<b>PASSIF CIRCULANT</b>		
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	830 448 456	593 814 148
DI	Clients, avances reçues	3 128 479 674	2 941 105 693
DJ	Fournisseurs d'exploitation	6 403 646 759	6 697 921 150
DK	Dettes fiscales	26 589 775 244	21 474 160 216
DL	Dettes sociales	486 298 549	313 595 368
DM	Autres dettes	99 833 656	76 971 604
DN	Risques provisionnés		
DP	<b>TOTAL PASSIF CIRCULANT</b>	<b>37 538 482 338</b>	<b>33 977 712 139</b>
	<b>TRESORERIE - PASSIF</b>		
DQ	Banques, crédits d'escompte		
DR	Banques, crédits de trésorerie		
DS	Banques, découverts	1 225 637 710	8 350 491
DT	<b>TOTAL TRESORERIE - PASSIF</b>	<b>1 225 637 710</b>	<b>8 350 491</b>
DV	Ecarts de conversion - Passif (V) (gain probable de change)		
DZ	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>38 764 120 048</b>	<b>42 328 203 730</b>

111

# COMPT E D E R E S U L T A T - S Y S T E M E N O R M A L

EXERCICE 1998

**SOCIETE DE DISTRIBUTION D'EAU DE LA COTE D'IVOIRE**

**01 BP 1843 ABIDJAN 01**

Réf.	CHARGES (1ère partie)	Exercice 1998	Exercice 1997
	<b>ACTIVITE D'EXPLOITATION</b>		
RA	Achats de marchandises	0	0
RB	- Variation de stocks (- ou +) (Marge brute sur marchandises voir TB)		
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	0	0
RD	- Variation de stocks (- ou +) (Marge brute sur matières voir TG)	0	
RE	Autres achats	13 378 413 957	16 132 100 144
RH	- Variation de stocks (- ou +)	-779 938 559	-1 717 083 336
RI	Transports	738 936 776	881 516 302
RJ	Services extérieurs	9 321 489 274	11 615 134 247
RK	Impôts et taxes	894 222 010	1 794 956 798
RL	Autres charges (Valeur Ajoutées voir TN)	690 020 826	2 013 705 697
RP	Charges de personnel (1)	6 414 586 740	5 979 357 878
	(1) dont personnel extérieur /	495 016 515	289 357 526
RQ	(Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	3 224 803 527	3 712 730 097
RW	(Résultat d'exploitation voir TX)		

# C O M P T E   D E   R E S U L T A T   -   S Y S T E M E   N O R M A L

EXERCICE 1998

**SOCIETE DE DISTRIBUTION D'EAU DE LA COTE D'IVOIRE**

**01 BP 1843 ABIDJAN 01**

Réf.	PRODUITS (1ère partie)	Exercice 1998	Exercice 1997
	<b>ACTIVITE D'EXPLOITATION</b>		
TA	Ventes de marchandises	0	5 500 777
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	0	5 500 777
TC	Ventes de produits fabriqués	21 187 683 747	25 522 991 993
TD	Travaux, services vendus	12 045 520 751	13 016 012 641
TE	Production stockée (ou déstockage)		(+ ou -)
TF	Production immobilisée	1 234 233 821	1 376 339 861
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES	34 467 438 319	39 915 344 495
TH	Produits accessoires	439 242 309	1 766 191 545
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA + TC + TD + TH)	33 672 446 807	40 310 696 956
TJ	(1) dont à l'exportation	/	0
TK	Subvention d'exploitation		
TL	Autres produits	251 567 579	345 211 205
TN	VALEUR AJOUTEE	10 915 103 923	11 311 918 170
TQ	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	4 500 517 183	5 332 560 292
TS	Reprises de provisions	633 862 983	800 096 250
TT	Transferts de charges	0	
TW			
TX	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b> Bénéfice (+) ; Perte (-)	<b>1 909 576 639</b>	<b>2 419 926 445</b>

# COMPTÉ DE RESULTAT - SYSTEME NORMAL

EXERCICE 1998

**SOCIETE DE DISTRIBUTION D'EAU DE LA COTE D'IVOIRE**

**01 BP 1843 ABIDJAN 01**

Réf.	CHARGES (2ème partie)	Exercice 1998	Exercice 1997
RW	Report total des charges d'exploitation	33 882 534 551	40 412 417 827
	<b>ACTIVITE FINANCIERE</b>		
SA	Frais financiers	37 538 430	57 230 375
SC	Pertes de change	0	
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions		
SF	Total des charges (Résultat financier voir UG)		
SH	Total des charges (Résultat des activités ordinaires voir UI)		
	<b>HORS ACTIVITE ORDINAIRES (H.A.O.)</b>		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	553 444 855	227 094 071
SL	Charges H.A.O.		
SM	Dotations H.A.O.		
SO	Total des charges (Résultat H.A.O. voir UP)		
SQ	Participation des travailleurs		
SR	Impôts sur le résultat	854 782 388	1 383 411 241
SS	Total des charges		
ST	TOTAL DES CHARGES (Résultat net voir UZ)		

# COMPTÉ DE RESULTAT - SYSTEME NORMAL

EXERCICE 1998

**SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION D'EAU DE LA CÔTE D'IVOIRE**  
**01 BP 1843 ABIDJAN 01**

Réf.	PRODUITS (2ème partie)	Exercice 1998	Exercice 1997
TW	Report total des produits d'exploitation	35 792 111 190	42 832 344 272
	<b>ACTIVITE FINANCIERE</b>		
UA	Revenus financiers	370 529 975	348 438 535
UC	Gains de change	0	
UD	Reprises de provisions		0
UE	Transferts de charges	0	
UF	<b>Total des produits financiers</b>		
UG	<b>RESULTAT FINANCIER (+ ou -)</b>	<b>332 991 545</b>	<b>291 208 160</b>
UH	<b>Total des produits ordinaires</b>		
UI	<b>RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1)</b>		
UJ	(1) dont impôt correspondant	(+ ou -) 2 242 568 184	2 711 134 605
	<b>HORS ACTIVITE ORDINAIRES (H.A.O.)</b>		
UK	Produits des cessions d'immobilisations	561 069 630	308 272 324
UL	Produits H.A.O.		
UM	Reprises H.A.O.		
UN	Transferts de charges		
UO	<b>Total des produits hors activités ordinaires</b>		
UP	<b>RESULTAT H.A.O. (+ ou -)</b>	<b>7 624 775</b>	<b>81 178 253</b>
UT	<b>Total des produits</b>		
UZ	<b>RESULTAT NET</b>	<b>1 395 410 571</b>	<b>1 408 901 617</b>
	Bénéfice (+) ; Perte (-)		



**T A B L E A U F I N A N C I E R D E S R E S S O U R C E S  
E T D E S E M P L O I S ( T A F I R E )  
S Y S T E M E N O R M A L**

EXERCICE 1998

**SOCIETE DE DISTRIBUTION D'EAU DE LA COTE D'IVOIRE  
01 BP 1843 ABIDJAN 01**

1<sup>re</sup> partie : détermination des soldes financiers de l'exercice 1998

■ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes (hors cessions d'actifs immobilisés)
- + Produits encaissables restantes (hors cessions d'actifs immobilisés)

		E.B.E.	4 500 517 183
(SA) Frais financiers	37 538 430	(TT) Transferts de charges d'exploitation	0
(SC) Pertes de change	0	(UA) Revenus financiers	370 529 975
(SL) Charges H.A.O.	0	(UC) Gains de change	0
(SQ) Participation	0	(UE) Transferts de charges financières	0
(SR) Impôts sur le résultat	854 782 388	(UL) Produits H.A.O.	0
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	0
Total (I)	892 320 818	Total (II)	4 871 047 158

CAFG: Total (II) - Total (I) = 3 978 726 340 (N-1) 4 240 357 211  
892 320 818

■ AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de Dividendes dans l'exercice (déduites dès en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes)

Distributions de Dividendes (DD) 1 186 000 000 (N-1) 856 000 000  
 AF = CAFG - DD = 2 792 726 340 (N-1) 3 384 357 211

■ VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D 'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks<sub>en</sub> + Var. Créances<sub>en</sub> - Var. Dettes circulantes<sub>en</sub>  
en à l'exclusion des éléments H.A.O.

Variation des stocks: N - (N-1)	Emplois augmentation (+)		Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises	0	ou	0
(BD) Matières premières	779 938 559	ou	0
(BE) En-cours	0	ou	0
(BF) Produits fabriqués	0	ou	0
(A) Variation globale nette des stocks	779 938 559	ou	0

**TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES  
ET DES EMPLOIS (TAFIRE)  
SYSTEME NORMAL**

EXERCICE 1998

**SOCIETE DE DISTRIBUTION D'EAU DE LA COTE D'IVOIRE  
01 BP 1843 ABIDJAN 01**

(suite)

Variation des créances: N - (N-1)	Emplois augmentation (+)		Ressources diminution (-)
(BH) Fournisseurs, avances versées	7 772 982	ou	0
(BI) Clients	6 386 731 713 0	ou ou	0 4 179 242 205
(B) Variation globale nette des créances	2 215 262 490	ou	0

Variation des dettes circulantes: N - (N-1)	Emplois diminution (-)		Ressources augmentation (+)
(DI) Clients, avances reçues	0	ou	187 373 981
(DJ) Fournisseurs d'exploitation	294 274 391	ou	0
(DK) Dettes fiscales	0	ou	5 115 615 028
(DL) Dettes sociales	0	ou	172 703 181
(DM) Autres dettes	0	ou	22 862 052
(DN) Risques provisionnés	0	ou	0
(C) Variation globale nette des dettes circulantes	0	ou	5 204 279 851

Variation du B.F.E. = (A) + (B) + (C)	0	ou	2 209 078 802
---------------------------------------	---	----	---------------

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

	1 998	1 997
Excédent brut d'exploitation	4 500 517 183	5 332 560 292
- Variation du B.F.E. (- si emplois; + si ressources) (- ou +)	2 209 078 802	-1 455 828 543
- Production immobilisée	-1 234 233 821	-1 376 339 861
<b>EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION</b>	<b>5 475 362 164</b>	<b>2 500 391 888</b>

**T A B L E A U   F I N A N C I E R   D E S   R E S S O U R C E S  
E T   D E S   E M P L O I S   ( T A F I R E )  
S Y S T E M E   N O R M A L**

EXERCICE 1998  
**SOCIETE DE DISTRIBUTION D'EAU DE LA COTE D'IVOIRE**  
**01 BP 1843 ABIDJAN 01**

2<sup>e</sup> partie : tableau

Réf.		Exercice		Exercice
		N		N - 1
		Emplois	Ressources	(E; R+)
	<b>I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS</b>			
FA	Charges immobilisées (augmentation dans l'exercice)			
FB	Croissance interne			
FC	Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	38 811 926		-104 046 025
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	3 641 884 123	216 868 952	-3 708 793 977
	Croissance externe			
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	1 131 462 097	344 200 678	35 318 100
		4 812 158 146	561 069 630	
FF	<b>INVESTISSEMENT TOTAL</b>	<b>4 251 088 516</b>		<b>3 722 215 502</b>
FG	<b>II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra: Var. B.F.E.)</b>		2 209 078 802	-1 455 828 543
			ou	
FH	<b>III. EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (E.F.E.)</b>	<b>2 042 009 714</b>		<b>2 322 035 338</b>
FI	<b>III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F.,H.A.O.)</b>		236 634 308	92 705 804
			ou	
FJ	<b>IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)</b>	743 413 220		-997 306 506
	Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières			
	(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
FK	<b>EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS</b>	<b>2 548 788 626</b>		<b>2 226 255 306</b>

Liasse agréée par la Direction Générale des Impôts et l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables Agréés de Côte d'Ivoire

**T A B L E A U F I N A N C I E R D E S R E S S O U R C E S  
E T D E S E M P L O I S ( T A F I R E )  
S Y S T E M E N O R M A L**

EXERCICE 1998

**SOCIETE DE DISTRIBUTION D'EAU DE LA COTE D'IVOIRE**  
**01 BP 1843 ABIDJAN 01**

(suite)

Réf.		Exercice	
		Emplois	Ressources
FL	V. FINANCEMENT INTERNE Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	1 186 000 000	3 978 726 340
FM	VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES Augmentations de capital par apports nouveaux		
FN	Subventions d'investissement		
FP	Prélèvement sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)		
FQ	VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS Emprunts (2)		600 000 000
FR	Autres dettes financières (2) (2) remboursements anticipés inscrits séparément en emplois		1 497 357 035
FS	<b>C. RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT</b>		<b>4 090 063 375</b>
FT	<b>D. EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C. - B.)</b>		<b>2 600 294 743</b>
	VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE		ou
FU	Trésorerie nette à la clôture de l'exercice + ou -	6 428 022 446	
FV	à l'ouverture de l'exercice + ou -	4 086 727 697	
FW	<b>Variation Trésorerie: (F.U. - F.V.) emplois et ressources</b>		
	Contrôle: D = VIII avec signe opposé		ou

Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux; II, III, VIII : différences "bilantielles"

CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N-1)		Emplois
Variation du fonds de roulement (F.d.R.)	: FdR(N) - FdR(N-1)	ou
Variation du B.F. global (B.F.G.)	: BFG(N) - BFG(N-1)	ou



SA AU CAPITAL DE 4.000.000.000 FCFA  
Siège social : 1 avenue Christiani, Treichville  
01 BP 1843 Abidjan 01 - Tél. : 23 30 00 - Fax : 24 20 33